



INFOS CGT

Rodez le 14 Juin 2018

Accord de transition la CGT quitte la Table des négociations :

Depuis le début la CGT participe activement à toutes les réunions sur l'accord dit de transition. Aujourd'hui nous arrivons dans la phase finale de la négociation et à ce jour BOSCH ne présente **aucun projet industriel d'avenir.**

Aucune garantie sur l'emploi et le maintien de l'activité pour le site de RODEZ pour les mois et années futures.

En gros, BOSCH demande des contreparties financières à l'ensemble des salariés pour financer la modernisation d'une ligne CRI 2.18 en 2.20 pour trois ans maximum. La direction allemande refuse de s'engager sur l'octroi à RODEZ de génération d'injecteur postérieure au 2.20.

Pour la CGT, le groupe BOSCH est en pleine santé financière et peut allégrement financer cet investissement et la période d'activité partielle de cette période transitoire.

La CGT BOSCH RODEZ ne peut signer et continuer de discuter sur un tel accord déséquilibré.

La direction ne peut s'en prendre qu'à elle-même.

- Réunions reportées
- Absence ou envoi tardif de documents
- Non-respect du protocole de fin de conflit du 23 mars 2018. La direction balaye du revers de la main les engagements pris envers les salariés à l'issue du conflit.

Ce sont les premières négociations sur RODEZ où la direction de BOSCH demande des sacrifices aux salariés sans mettre en face un réel projet industriel.

La CGT dénonce l'amateurisme de la Direction, qui amène dans l'ensemble de l'usine un sentiment de colère et d'inquiétude.

La CGT ne signera pas un accord qui risque de se transformer rapidement en plan social.

La CGT reviendra dans les discussions si la direction présente un véritable projet industriel pour RODEZ.

Point sur les diverses rencontres :

Rencontre avec le Conseiller à l'industrie du Président de la République et du 1^{er} ministre:

Jeudi 07 juin, lors de la visite du 1^{er} Ministre à Toulouse, une délégation de l'intersyndicale a été reçue par le Conseiller à l'industrie de M. Macron et Philippe.

Lors de cette rencontre ce conseiller nous a affirmé que le dossier Bosch Rodez faisait partie des dossiers prioritaires de l'Elysée, Matignon et Bercy et nous a assuré que celui-ci faisait partie des discussions lors des rencontres aux plus hauts sommets de l'état entre les gouvernements Français et Allemand mais que le Directoire de Bosch restait sourd aux interpellations de l'état.

La CGT lui a rappelé que Bosch menait au niveau de la France, depuis plus d'une décennie une politique de destruction de l'emploi industriel et que le niveau des effectifs dans le groupe était artificiellement maintenu par le rachat de filiales.

Pour la CGT il est inconcevable qu'avec près de 4 Milliards de chiffre d'affaire et près de 25 millions/an d'aides de l'état (CICE et CIR), la France, le 2^{ème} marché européen de Bosch en Europe ne représente sur les 3 dernières années qu'un peu moins de 1% du global des investissements de Bosch dans le monde.

La CGT a rappelé aussi la responsabilité des gouvernements Hollande et Macron qui a force d'annonces et communications diabolisant le diesel a mis en péril toute une filière industrielle représentant près de 12 000 emplois dans l'hexagone.

Pour la CGT, il est grand temps que les politiques mettent en adéquation leurs déclarations en phase avec le temps de transition industriel.

La CGT, demande que les aides octroyées à Bosch par l'état Français soient soumises à une obligation de résultat en termes d'emploi et d'investissements sur notre territoire.

Rencontre avec les services départementaux de l'état :

Le Lundi 11 Juin, les représentants de l'intersyndicale de Bosch étaient reçus en préfecture par Mme la Préfète et les responsables départementaux de la Direccte.

Lors de cette réunion la délégation CGT a rappelé ses inquiétudes quant à l'avenir du site et de ses emplois.

Concernant l'accord dit de « transition » qui d'après la CGT s'apparente plus à un accord de compétitivité, nous avons dénoncé le jeu de la direction qui à chaque réunion modifie les bases de calcul. La CGT craint que la mise en place de l'activité partielle pendant la période 2018-2021 permette à Bosch de rendre un futur PSE (plan social) financièrement plus abordable.

Les représentants de l'état ont renouvelé leur promesse que l'activité partielle ne serait octroyée à Bosch qu'en échange d'un réel projet de transition industrielle pour Rodez. (GRI)

Rencontre avec le Président de Bosch France/Benelux M. Carrié

Lundi 11 juin, M. Carrié était dans notre usine pour suivre l'avancement des travaux GRI en présence des experts du cabinet Roland Berger. M. Carrié se dit confiant quant au travail réalisé par l'équipe GRI.

- **horlogerie** : Malgré l'échec d'une 1^{ère} demande de cotation (chiffage des pièces) l'horlogerie, le potentiel client reste en contact avec Rodez pour de nouvelles cotations.

- **L'aéronautique** : 20 pièces sont en cours de cotation pour 3 clients différents pour répondre à cette demande l'équipe GRI sera renforcée très prochainement avec l'arrivée d'un préparateur supplémentaire.

M. Carrié nous a aussi confirmé que des contacts avaient été établis avec un client pour la fabrication d'un injecteur pour avion.

- **Automobile** : Après l'abandon définitif par Bosch du projet VVT (variation de l'ouverture des soupapes), dans l'automobile, il ne reste que le projet d'amortisseur intelligent, cela intéresserait 4 clients potentiels et offrirait, s'il aboutissait, de gros volumes pour le site.

Si aucun projet ne devait aboutir M. Carrié s'est engagé à chercher personnellement de nouvelles solutions pour Rodez.

L'intersyndicale lui a demandé de notifier cela par écrit dans l'accord transition.

Pour la CGT, l'équipe du GRI effectue un travail remarquable mais hélas à ce jour aucun projet n'a abouti.

